

## LA GAUCHE ET LA GRANDE GUERRE

Jean-Jacques Becker

in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar , *Histoire des gauches en France*

**La Découverte** | *Poche/Sciences humaines et sociales*

2005

pages 311 à 329

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/histoire-des-gauches-en-france---page-311.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Becker Jean-Jacques, « La gauche et la Grande Guerre », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar , *Histoire des gauches en France*  
La Découverte « Poche/Sciences humaines et sociales », 2005 p. 311-329.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

### III

---

## *La gauche, la nation et les guerres*

JEAN-JACQUES BECKER

**C**URIEX PARADOXE : belliqueuse dans la première partie du siècle précédent, devenue massivement pacifique au début du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle, la gauche allait devoir affronter la plus grande guerre que la France ait connue. Quand elle éclata à la suite de la crise de juillet 1914, le gouvernement était un gouvernement de gauche. Ce n'était pas à vrai dire étonnant, car depuis 1880 ce fut le plus souvent le cas, même si c'était une gauche modérée. Néanmoins si la gauche était au pouvoir en 1914, ce n'était pas toutes les gauches : depuis que l'Internationale avait condamné la participation à des gouvernements bourgeois en 1900 et en 1904, il n'était plus question pour des socialistes, comme l'avait fait Millerand, d'être ministres, sans parler de la CGT qui, dominée par les syndicalistes révolutionnaires, était un adversaire farouche de la gauche de gouvernement.

---

#### L'UNION SACRÉE

---

En 1913, la France avait connu sa plus grande controverse politique depuis les débats du début du siècle sur la séparation de l'Église et de l'État. Le gouvernement Barthou avait préparé un projet de loi ramenant à trois ans le service militaire réduit à deux ans par les radicaux en 1905. Si une majorité de la gauche comprenant les socialistes et une partie des radicaux s'y était opposée, la loi avait été votée en août 1913, mais la discussion avait rebondi avec les élections législatives d'avril-mai 1914 qui avaient d'ailleurs donné un résultat paradoxal et ambigu. La majorité des électeurs avaient voté pour des candidats approuvant les trois ans qui perdaient néanmoins une cinquantaine de sièges. Ils restaient majoritaires, mais comme un certain nombre de députés de gauche étaient favorables aux trois ans, c'était en définitive la gauche, dans sa majorité hostile aux trois ans, qui avait gagné les élections. Cette victoire était due en

particulier à la progression très forte des socialistes qui gagnaient une trentaine de sièges. Le vote avait été sans aucun doute orienté à gauche. Le président de la République Raymond Poincaré, désireux de sauver les trois ans, envers et contre tout, avait bien essayé de nommer un président du Conseil à la fois de droite modérée et adversaire des trois ans, Alexandre Ribot, mais il avait été immédiatement renversé. Poincaré avait dû se résigner à suivre les indications du scrutin en appelant à la tête du gouvernement un homme de gauche, le républicain-socialiste René Viviani qui avait voté contre les trois ans. Mais, conscient de l'ambiguïté de la situation — la majorité des députés restait favorable au maintien des trois ans, même s'il était vraisemblable qu'il ne se serait plus trouvé de majorité pour les voter si ce n'était déjà fait —, il constituait un cabinet comprenant dix ministres qui avaient voté pour les trois ans, cinq contre et deux qui s'étaient abstenus... [Becker, 1977, p. 82]. Les radicaux étaient en fait très divisés et affaiblis, d'autant que leur chef de file Joseph Caillaux, qui avait fait voter en octobre 1913 le programme de Pau qui condamnait les trois ans, était pour le moment hors-jeu à la suite de l'assassinat par sa femme du directeur du *Figaro*, Gaston Calmette. Quant au maintien ou à l'abrogation de la loi sur les trois ans, il apparaissait en réalité qu'il était urgent d'attendre, ce que traduisait une formule de Viviani disant qu'il faudrait sans doute réviser la loi de trois ans, mais quand la situation internationale le permettrait. Formule d'ailleurs inacceptable pour beaucoup de partisans des deux ans qui estimaient que la loi, bien loin de favoriser la défense nationale, la compromettait, en sous-estimant le rôle des réserves et en sous-entendant que les seuls soldats vraiment utilisables étaient les soldats d'active. C'était d'ailleurs bien l'opinion de l'état-major. La formule de Viviani, sans en avoir l'air, condamnait la campagne des partisans des deux ans, ce qui n'échappa pas à Jaurès qui écrivit : « Ce propos était un outrage, une insultante moquerie » (*L'Humanité*, 7 juin 1914). D'ailleurs ce gouvernement de gauche ne recevait pas le soutien des socialistes et il était investi par la gauche radicale et le centre droit pendant que le reste de la droite s'abstenait. Tout cela n'avait d'ailleurs pas une très grande importance, dans la mesure où il n'y avait aucun signe d'un conflit international dans l'immédiat. Le gouvernement Viviani apparaissait en quelque sorte comme un gouvernement de vacances et les choses sérieuses, entre autres la révision des trois ans, seraient nécessairement reprises à la rentrée d'octobre.

Malgré une atmosphère internationale plutôt sereine — l'attentat de Sarajevo le 28 juin ne l'avait pas modifiée ; après un bref moment d'intérêt, personne ou presque n'avait cru qu'il pourrait avoir d'importantes conséquences — la lutte pour la paix restait à l'ordre du jour des forces ouvrières. Depuis des années, la CGT avait proclamé que la seule chose qu'il y avait à faire en cas de menace, et encore davantage en cas de déclaration de guerre, était la grève générale révolutionnaire. En 1914, la CGT était certes en très net déclin — sa prise sur le monde ouvrier était finalement assez faible —, elle n'en conservait pas moins un discours très clair et très provoquant, même si elle s'était faite plus discrète depuis quelque temps [Kriegel et Becker, 1964].

Quant aux socialistes, ils continuaient à débattre de l'attitude à prendre en cas de menace de guerre. Leur problème immédiat était de préparer le congrès de l'Internationale qui devait se tenir au mois d'août à Vienne (Autriche). La question de la défense de la paix n'était pas la seule question à l'ordre du jour, mais cela faisait des années que les socialistes n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur autre chose que des formules très générales. C'était en réalité la conséquence de l'opposition entre la social-démocratie allemande, la plus puissante de l'Internationale, qui ne croyait absolument pas que l'on puisse faire quelque chose d'autre que des démonstrations pacifiques en cas de menace de guerre, qui ne pensait pas du tout une grève générale possible, et une partie de la social-démocratie française qui ne savait pas si un tel projet était réalisable, mais qui estimait néanmoins qu'il fallait mettre sur pied un projet de grève générale en cas de menace de guerre. Depuis le congrès de Copenhague de l'Internationale en 1910, le socialiste français Édouard Vaillant et le mineur socialiste britannique James Keir-Hardie avaient proposé un amendement ainsi rédigé qui avait été renvoyé au congrès suivant : « Le congrès considère comme particulièrement efficace contre la guerre, la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports). »

Pour en discuter, un congrès extraordinaire du parti socialiste avait été convoqué à Paris pour les 17, 18, 19 juillet 1914. Deux tendances s'y opposèrent, celle de Jules Guesde proche de celle des sociaux-démocrates allemands et celle de Jaurès qui ne pensait probablement pas que la grève générale était possible, mais qui estimait de bonne pédagogie d'en parler pour l'avenir, d'autant plus que cette discussion était parfaitement académique en l'absence de menace sérieuse. Jaurès l'emporta et fit adopter une motion d'ailleurs assez différente de l'amendement Keir-Hardie-Vaillant : « Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée, dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus diverses. »

Il est évident que cette motion était inapplicable ; comment organiser, dans les conditions de l'époque, une grève générale de façon simultanée dans les pays intéressés ? Mais elle était très importante parce qu'elle mettait en évidence une idée qui par la suite devait être très à l'honneur, celle de l'arbitrage. Sous une apparence révolutionnaire, c'était plus tôt une philosophie « humaniste » que développait cette motion. Jaurès d'ailleurs l'affirmait avec force. Si l'opposition à une guerre éventuelle échouait, les socialistes se devaient de participer à la défense de la nation.

Personne n'imaginait au demeurant qu'il faudrait passer aux travaux pratiques moins de quinze jours plus tard. La motion qui venait d'être votée et qui devait être présentée au congrès de l'Internationale n'avait pas de valeur exécutoire. Le seul texte qui engageait les socialistes était une motion votée à

Stuttgart en 1907 qui invitait les socialistes si une guerre menaçait d'éclater de « faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre » et si la guerre éclatait néanmoins de « s'entremettre pour la faire cesser promptement ».

Lorsque le 23 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie adresse un ultimatum à la Serbie et qu'en quelques jours une guerre européenne menace, socialistes et syndicalistes français réagissent dans l'esprit de leurs programmes respectifs. Sans recourir à la grève générale à laquelle à peu près personne ne pense, les syndicalistes organisent des manifestations importantes et quelquefois violentes comme celle du 29 juillet à Paris, tandis que les socialistes multiplient les meetings à travers la France, l'apposition d'affiches, les distributions de tracts pour s'opposer à la guerre menaçante. Certains dirigeants comme Édouard Vaillant trouvent d'ailleurs que l'on n'en fait pas assez, qu'il faut appliquer avec plus de vigueur les résolutions des congrès. Jean Jaurès, convaincu du pacifisme du gouvernement français, souhaite aussi qu'un vaste mouvement se développe en France pour maintenir le gouvernement dans cette voie, pendant que les socialistes allemands feraient la même pression sur leur gouvernement. Cela exigeait en particulier que les syndicalistes cessent de faire cavaliers seuls, qu'ils renoncent à leurs idées insurrectionnelles pour se rallier à la stratégie pacifique des socialistes. Ce qu'ils firent après certaines hésitations.

Mais cette stratégie ne pouvait atteindre son objectif que si elle se déroulait de façon internationale. Le 25 juillet Jean Jaurès était à Lyon dans le quartier de Vaise où il soutenait la candidature à une élection partielle du socialiste Marius Moutet. Dans le discours qu'il prononça, le dernier en France, il montre une inquiétude grandissante, mais le bureau de l'Internationale socialiste est convoqué pour le 29 à Bruxelles, afin que les socialistes puissent prendre les mesures qui s'imposent. Au jour dit, tous les principaux dirigeants socialistes européens, sauf Lénine, se retrouvent à Bruxelles [Haupt, 1965] : si d'abord le pessimisme des responsables autrichiens jette un froid, les interventions des autres chefs socialistes, en particulier allemands, vont à peu près toutes dans le même sens : le mouvement socialiste a les moyens de prendre la tête des peuples pour empêcher la guerre. Le soir, au Cirque royal de Bruxelles, le discours de Jaurès est acclamé [Stengers, 1965]. Les décisions prises par les socialistes montrent qu'ils ont le sentiment que la crise va durer un certain temps et qu'il est donc possible aux peuples de peser de tout leur poids. Le Bureau socialiste international (BSI) décide de transférer à Paris le congrès de l'Internationale, d'en avancer la date du 23 au 9 août, de poursuivre et d'intensifier les démonstrations pour obtenir un règlement arbitral du conflit austro-serbe, de demander aux prolétaires allemands et français de faire les pressions les plus énergiques sur leurs gouvernements pour que l'un modère l'Autriche, et l'autre la Russie.

Mais pendant que les socialistes délibéraient, les événements couraient. Lorsque le 30 juillet, Jaurès débarque du train à Paris en fin d'après-midi, les nouvelles lui font pousser un cri d'angoisse. Le lendemain, il multiplie les démarches auprès des gouvernants français, plus ou moins convaincus qu'il n'y

a plus rien à faire, et il s'énerve de leur apathie. Avant d'écrire son article quotidien pour *L'Humanité* dont il était le directeur, il va dîner au café du Croissant où il est assassiné par un jeune nationaliste, Raoul Villain. Le gouvernement français qui délibérait au même moment craint une réaction violente, mais malgré l'immense émotion dans les milieux socialistes, rien ne se produit. Le lendemain 1<sup>er</sup> août, la nouvelle de l'assassinat est bien vite estompée par l'annonce dans l'après-midi de la mobilisation générale.

Qu'allaient faire les socialistes et les syndicalistes ? Ils ne peuvent qu'accompagner l'opinion du pays, l'opinion de gauche, l'opinion ouvrière (avec peut-être quelques nuances), à savoir que la seule chose à faire maintenant est de défendre le pays. L'ancien extrémiste socialiste, Gustave Hervé, a capté cette attitude en proclamant dans le numéro du 1<sup>er</sup> août de son journal *La Guerre sociale*, « Défense nationale d'abord. Ils ont assassiné Jaurès, nous n'assassinerons pas la France ». Le lendemain 2 août, le parti socialiste se rallie clairement à la défense nationale dans un meeting tenu salle Wagram et qui, à l'origine, devait être un meeting pour la paix. Le vieux communard Édouard Vaillant donne le ton : « En présence de l'agression, les socialistes rempliront tout leur devoir, pour la patrie, pour la République, pour l'Internationale. »

En réalité, davantage que ce meeting rassemblant des socialistes, la manifestation la plus importante du ralliement du mouvement ouvrier à la défense nationale eut lieu au matin du 4 août, à l'occasion des obsèques de Jean Jaurès. Le gouvernement avait souhaité que ce soit un moment d'union nationale. L'union alla loin, puisqu'outre tous les corps constitués, les présidents de la Chambre et du Sénat, la plupart des ministres, le président du Conseil René Viviani, une foule immense, était là aussi Maurice Barrès, entouré de membres de la Ligue des patriotes. Le florilège des attaques sans mesure et des accusations infamantes contre Jaurès dues à beaucoup de ceux qui se pressaient à ses obsèques serait long à dérouler, mais parmi toute une série de discours, celui du secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, frappa le plus les auditeurs. Il cria sa haine de la guerre, du militarisme, de l'impérialisme, mais les responsables du conflit, ce sont les empereurs d'Autriche et d'Allemagne. « Empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens qui, par haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre règne. » Cet engagement, il le prenait « au nom de ceux dont je suis qui partiront demain et qui sauront remplir leur devoir ». Jouhaux, le dirigeant de l'organisation qui avait fait son leitmotiv de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme, revenait de loin. Il avait été littéralement porté par la vague de patriotisme qui soulevait le pays [Becker, 1994].

Cette attitude de la gauche ouvrière peut paraître surprenante. Comment en si peu de temps avait-elle oublié tout ce qu'elle avait dit sur l'origine des guerres ? Pour la gauche, comme pour l'ensemble du pays, un élément dominait tout, l'idée de l'agression allemande (elle ignorait évidemment que l'opinion allemande était tout aussi convaincue d'avoir été dans la nécessité de prendre les devants face au projet d'agression attribué à ses adversaires...). Ce

qui était vrai pour l'opinion ouvrière l'était encore davantage pour le reste de la gauche, la gauche radicale.

Le 4 août dans l'après-midi, Viviani lisait à la Chambre des députés un message du président de la République Raymond Poincaré, mais qui, suivant l'usage, avait préalablement été discuté et approuvé par le Conseil des ministres. C'est dans ce message que se trouvait la formule de l'Union sacrée, même si elle n'entra dans le langage courant qu'avec un certain décalage. Cette séance du 4 août n'avait pas pour seul but de célébrer l'union de la nation française, mais de voter un certain nombre de mesures dont les crédits de guerre. Toutes furent votées à l'unanimité, ce qui fut un cas à peu près unique chez les belligérants. En Allemagne, les députés socialistes votèrent certes tous les crédits de guerre, mais uniquement par discipline de groupe — une forte minorité avait souhaité ne pas le faire. En Russie, les différents groupes socialistes, suivant des modalités diverses, ne les votèrent pas, plusieurs socialistes anglais, en particulier James Keir-Hardie, refusèrent de se joindre à l'unanimité nationale, même en Serbie les deux socialistes ne s'associèrent pas au vote des autres députés.

Pour la gauche radicale, bien que pacifique, manifester son patriotisme dans ces circonstances n'était en rien contradictoire avec ses prises de position antérieures. Un seul problème se posait réellement : le sentiment d'union qui soulevait le pays devait-il se traduire par un gouvernement d'union nationale ? À souligner que là encore, ce type de problème ne s'est réellement posé qu'en France. Le Premier ministre britannique ne voyait pas en quoi les événements pouvaient justifier un remaniement ministériel et, ni en Allemagne ni en Russie, évidemment il ne fut question de modifier le gouvernement dans le sens d'un élargissement vers sa gauche.

En fait, pour la gauche radicale française, deux extensions de l'assise du gouvernement étaient possibles, sur sa gauche et sur sa droite, mais jusqu'à un certain point, il n'était pas question, malgré le souhait du président de la République, d'introduire dans le gouvernement des représentants de la droite cléricale. Le gouvernement devait rester à gauche et laïque. Sur la droite, le remaniement se manifesta par l'entrée dans le gouvernement d'une sorte de gauche nationaliste. Un certain nombre d'hommes venus souvent de la gauche, voire du socialisme comme Aristide Briand et Alexandre Millerand, avaient créé avec Louis Barthou et d'autres avant les élections de 1914 un groupe baptisé Fédération des gauches dont le programme était essentiellement la défense active de la loi de trois ans. Ce sont eux qui pour l'essentiel entrent au gouvernement, Briand à la Justice, Millerand à la Guerre, Delcassé aux Affaires étrangères, ainsi qu'un sénateur de centre droit Ribot aux Finances. Sur sa gauche, le président du Conseil ne voyait pas d'obstacle à faire entrer des socialistes... s'ils le voulaient. Il y avait évidemment une grande différence pour des socialistes, dont la doctrine était de refuser de participer en temps normal à un gouvernement bourgeois, entre se rallier à la défense nationale et participer au gouvernement. Ce fut donc de façon particulièrement solennelle que les socialistes justifiaient l'entrée dans le gouvernement de Jules Guesde comme

ministre sans portefeuille et de Marcel Sembat, comme ministre des Travaux publics. Le manifeste publié le 28 août en première page de *L'Humanité* était signé du groupe socialiste au Parlement, de la commission administrative permanente (CAP) et du conseil d'administration du journal. Il expliquait que c'était le résultat d'une décision unanime des organismes dirigeants, qu'il ne fallait pas confondre cette démarche avec une « ordinaire participation à un gouvernement bourgeois », car c'était de l'« avenir de la nation qu'il s'agissait aujourd'hui. Il était nécessaire que l'« unité nationale, dont la révélation reconfortait tous les cœurs au début de la guerre, manifeste toute sa puissance ». Les renseignements généraux rapportaient qu'ils n'avaient enregistré aucune opposition à cette démarche dans les milieux socialistes.

#### LA GAUCHE RADICALE PERD SON IDENTITÉ

Pour la gauche radicale, l'épreuve de la guerre allait être d'autant plus paradoxale qu'elle était la principale force politique de la France de 1914, mais qu'aucun des cinq présidents du Conseil qui se succédèrent ne fut radical, qu'il ne cessa d'y avoir des ministres radicaux dans les gouvernements successifs, mais que leur nombre ne cessa de diminuer et que l'influence du parti radical décréut de façon constante et qu'au plan politique les quatre années de guerre furent marquées par un glissement continu vers la droite.

Déjà, le premier remaniement du 26 août avait enlevé cinq portefeuilles ministériels au parti radical, mais à vrai dire, dans les premiers mois de la guerre, le gouvernement avait perdu une grande part de son pouvoir au profit de l'état-major, systématiquement soutenu par le ministre de la Guerre Alexandre Millerand. Cette situation ne commença à se modifier qu'avec le retour du gouvernement à Paris en décembre après son exil bordelais et avec la progressive mise sous tutelle de Millerand par quatre sous-secrétaires d'État, dont Albert Thomas, troisième socialiste à entrer au gouvernement le 18 mai 1915 avec la charge de l'artillerie et des équipements militaires, c'est-à-dire la plus grande part de l'industrie de guerre. Mais, quand un nouveau gouvernement fut constitué (sans que Viviani ait été mis en minorité) et qu'il fut dirigé par Aristide Briand d'octobre 1915 à décembre 1916, l'entrée de la droite catholique discrètement monarchiste avec Denys Cochin marqua au nom de l'Union sacrée un incontestable glissement à droite, d'autant que le maintien au ministère de l'Intérieur de la principale personnalité radicale du gouvernement Louis Malvy avait été vivement contesté. Ce glissement à droite s'affirmait avec un deuxième gouvernement Briand (décembre 1916-mars 1917) où Denys Cochin restait, tandis que les deux ministres socialistes Guesde et Sembat le quittaient, départ en partie compensé par la promotion d'Albert Thomas devenu ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre et l'arrivée d'un jeune radical de grand avenir, Édouard Herriot, même si son ministère du Ravitaillement fut alors une tâche bien ingrate [Berstein, 1985]. Le glissement à

droite fut néanmoins confirmé lors de la démission de Briand. Le nouveau gouvernement dirigé par Alexandre Ribot est clairement orienté au centre droit. Malvy a pu encore se maintenir au ministère de l'Intérieur, mais il est bientôt l'objet des attaques très violentes de Clemenceau qui l'accuse d'être responsable de la progression du pacifisme et fait remonter sa responsabilité à son refus d'appliquer le carnet B en août 1914. Sous la violence de l'attaque, Malvy est conduit à la démission et entraîne dans sa chute l'ensemble du gouvernement. On pourrait croire alors à un coup de barre à gauche, puisque le nouveau chef de gouvernement, Paul Painlevé, républicain-socialiste, est le président du Conseil le plus à gauche depuis le début de la guerre, mais on est en fait en pleine confusion. Attaqué sur sa gauche par les socialistes qui lui reprochent d'avoir conservé comme ministre des Affaires étrangères Alexandre Ribot à qui ils reprochent d'avoir refusé leurs passeports aux délégués qui voulaient aller à la conférence socialiste de Stockholm (voir *infra*) et par la droite qui lui reproche sa faiblesse envers le pacifisme, il est renversé — le seul gouvernement à subir ce sort tout au long de la guerre — au bout de deux mois à peine, ouvrant la route au gouvernement Clemenceau. Les socialistes qui avaient déjà rompu l'Union sacrée, au plan politique du moins, en ne soutenant pas Painlevé font de même avec Clemenceau — un homme que beaucoup d'entre eux détestent particulièrement depuis son gouvernement de 1906 à 1909, encore que dans un cas comme dans l'autre Albert Thomas aurait bien poursuivi son activité ministérielle. Clemenceau fut investi par une majorité de 418 voix, les voix contre ou en abstention étant celles des socialistes et de quelques radicaux. La plupart des radicaux apportèrent leurs voix à Clemenceau et il choisit d'ailleurs beaucoup de ses ministres parmi eux. Mais dans la réalité, cela ne leur donnait aucune influence parce que Clemenceau gouvernait pratiquement seul avec quelques fidèles et que cela ne l'empêcha pas de poursuivre les dirigeants radicaux, comme Malvy et surtout Joseph Caillaux.

Comment peut-on expliquer cette occultation progressive de la principale force politique de la gauche française ?

La première explication concerne presque toutes les formations politiques, leur mise en sommeil, mais c'était particulièrement dommageable pour les radicaux. La puissance du parti [Berstein, 1980] tenait à son groupe parlementaire, mais aussi à la masse de ses militants, de ses comités, à ses fédérations. Même si les liens n'étaient pas toujours très visibles entre les masses radicales et leurs parlementaires, il y avait tout de même une espèce de symbiose mentale. Or le parti radical a pratiquement disparu avec la guerre. Comme les autres formations, il a été évidemment vidé d'une partie de ses militants par la mobilisation, mais il a été victime chez ceux qui restaient de l'idée qu'il y avait incompatibilité entre la vie politique et la guerre. Même les organismes dirigeants comme le comité exécutif ne se réunissent plus, d'autant que le président du parti Joseph Caillaux avait vu monter contre lui dans le pays une vague d'impopularité et était contraint à une certaine discrétion. Le premier congrès du parti radical pendant la guerre n'eut lieu qu'en octobre 1917 et sa simple tenue fut

loin de faire l'unanimité chez les radicaux. Le principal journal radical, *La Dépêche* de Toulouse, trouva cette réunion inopportune et les gros bataillons radicaux du Centre et du Sud-Ouest s'en désintéressèrent. Il est d'ailleurs significatif que les participants à ce congrès eurent conscience de cette marche vers l'inexistence de leur parti, certains congressistes réclamèrent la formation d'un gouvernement de « démocratie sociale », c'est-à-dire radical et socialiste. Le sénateur du Nord Charles Debierre, figure de l'aile gauche du parti, fut élu président, mais tout cela fut sans lendemain. L'atmosphère de suspicion, qui entourait leurs chefs Malvy et Caillaux, même s'ils s'en étaient désolidarisés, n'était pas de nature à favoriser l'influence des radicaux.

Le terreau dans lequel le parti radical puisait sa force était la démocratie. Or par la force des choses bien des aspects de la démocratie avaient été mis à mal par la guerre. L'absence d'élections, la censure de la presse qui s'étend bien au-delà des informations militaires, l'état de siège plus ou moins étendu suivant les moments qui donne des pouvoirs considérables à l'autorité militaire, y compris dans le domaine judiciaire... sont une série d'éléments qui font disparaître la substance même du radicalisme.

Une troisième explication est dans le changement de nature de l'Union sacrée, sans que les radicaux parviennent à s'en extirper. L'Union sacrée au début de la guerre avait été une « pratique » imposée par les circonstances. Le terme qui l'aurait le mieux défini était celui de trêve dans l'activité des partis, trêve justifiée par les impératifs de la défense nationale, mais qui ne devait être que de courte durée puisque tout le monde ou presque pensait que le conflit serait violent, mais bref. Cette trêve était donc du domaine de la pratique, pas de l'idéologie et les différentes sensibilités continuaient à exprimer leurs opinions, avec modération cependant, modération quelquefois relative quand par exemple Maurice Barrès écrivait : « Quand je me retourne vers les mois passés qui furent remplis de tant d'ignominies, je me dis : comment de ce cloaque est donc sortie cette France si pure ? » (*Écho de Paris*, 20 août 1914). Mais, d'une certaine façon la République y trouvait son compte parce que les circonstances remettaient à l'honneur les grandes heures de la Révolution. Dans une première période, le souvenir de la Révolution [Becker, 1988a], l'exemple des grands ancêtres sont omniprésents, surtout dans la presse de gauche, avec un peu plus de circonspection dans la presse de droite. Le sommet en est marqué par le transfert le 14 juillet 1915 des cendres de Rouget de l'Isle aux Invalides. Par la suite, il faut bien le dire, le souvenir de la Révolution devint de plus en plus rare. L'Union sacrée des premiers temps n'avait été aucunement une capitulation de la gauche face au nationalisme, devant les valeurs et les références de la droite, mais il était inéluctable qu'avec le temps la nature de l'Union sacrée change. À partir du moment où elle se perpétuait, elle eut tendance à devenir une idéologie et une idéologie de droite. L'Union sacrée en effet par son refus de ce qui divise, de ce qui sépare, favorisait, sans même qu'il soit besoin d'en prendre conscience, les forces de « conservation » et en particulier les forces de conservation sociale par rapport aux forces de mouvement, aux

forces de progrès. De cette situation, le parti radical fut particulièrement la victime. Alors que, comme on l'a vu, tous les gouvernements comprennent une forte proportion de radicaux, le radicalisme n'apparaît absolument pas comme le porte-drapeau de l'Union sacrée. Serge Berstein l'a souligné : l'Union sacrée « se solde pour lui par une perte d'identité quasi totale dans le consensus presque général que connaît la France en guerre » [1980, p. 89]. L'attitude envers la révolution bolchevique est caractéristique. En tant qu'hommes de gauche, ils auraient pu y déceler, au moins momentanément, des aspects de progrès social, ils n'y voient aucun aspect russe, mais seulement une manœuvre allemande (ce qui était assez largement l'opinion de l'ensemble des Français). Même remarque à propos des discussions sur les buts de guerre. Sur l'Alsace-Lorraine, le consensus était sans failles. Comme l'a écrit Marc Bloch [1946], « l'image de l'Alsace-Lorraine surgit brusquement, dès les premiers combats de 1914, de l'ombre discrète où, quelques jours plus tôt, on la voyait encore ensevelie », mais quand, sous le ministère Briand, on agite l'idée d'une mainmise sur la rive gauche du Rhin, il n'y a pas de désaveu des radicaux. En fait on ne distingue plus chez les radicaux aucune des spécificités qui faisaient ce qu'ils étaient.

#### LES TROUBLES DU MOUVEMENT OUVRIER

---

Si la gauche radicale fut littéralement anesthésiée par la guerre, en fut-il de même pour l'autre fraction de la gauche, la gauche « ouvrière » ?

Son problème était à peu près inverse de celui des radicaux. Pour ces derniers, le patriotisme allait de soi, il leur était difficile de se montrer originaux par rapport au patriotisme général. Pour le mouvement ouvrier, son référent n'était pas la nation, mais la classe. D'où, comment être fidèle à la classe et à la nation en même temps ? Il serait erroné de croire que cette difficulté ait échappé. Une réponse catégorique fut donnée très vite par Édouard Vaillant : « Question posée : dans cet accord unanime des Français, le parti socialiste n'efface-t-il pas ses traits caractéristiques et ne se confond-il pas avec les partis bourgeois ? Réponse : en luttant pour son indépendance, la France lutte pour la paix du monde, de sorte que devoir patriotique et devoir socialiste se fortifient l'un par l'autre » (*L'Humanité*, 11 septembre 1914).

Dans un premier temps, août et septembre 1914, les traces d'opinions divergentes sont très rares. Néanmoins, malgré les circonstances et le départ pour l'armée d'un très grand nombre de militants, davantage chez les syndicalistes plus jeunes en moyenne que les socialistes, tant le parti socialiste que la CGT continuent d'exister, de tenir des réunions, même si elles sont peu nombreuses, surtout en province, et ne drainent que peu de participants. Les organismes dirigeants se réunissent, même s'ils se préoccupent davantage des questions matérielles qui se posent à la population que de questions proprement politiques. D'ailleurs il n'y a pas de déclaration officielle du parti socialiste entre le 27 août

(entrée de ministres socialistes au gouvernement) et le 25 décembre 1914. Les journaux continuent leur parution, *L'Humanité* où à la direction Pierre Renaudel a remplacé Jaurès, ou *La Bataille syndicaliste*, mais avec un nombre de lecteurs réduit, surtout pour l'organe syndical. *La Bataille syndicaliste* avait du mal à assurer son existence avant la guerre avec un tirage de 46 000 exemplaires qui est réduit maintenant à 20 000 dont seulement deux tiers sont vendus.

L'activité la plus originale dans cette période du parti socialiste et de la CGT est de créer un comité d'action [Horne, 1983] qui se divise en plusieurs commissions spécialisées dans les divers problèmes du moment, en particulier celle du travail pour les questions de chômage et de salaire. Plus que le rôle réel de ce comité d'action, ce qui était remarquable, c'est que pour la première fois de leur histoire parti socialiste et CGT décidaient de travailler ensemble. C'était évidemment tout à fait contradictoire en ce qui concerne la CGT avec la charte d'Amiens, mais évidemment dans les circonstances du moment, cela n'apparut pas comme de grande importance.

Néanmoins, si les dirigeants du parti socialiste et la plupart des dirigeants syndicalistes jouent totalement le jeu de l'Union sacrée, un certain nombre de dirigeants syndicalistes entendent ne pas tomber dans la « collaboration de classe ». C'est le cas d'Alphonse Merrheim, le secrétaire du Syndicat des métallurgistes dont l'opposition envers les pratiques de Jouhaux, le secrétaire général de la CGT, grandit dès le mois de septembre 1914. Mais la donne allait surtout changer avec la prolongation de la guerre. Quand il est apparu, même si l'on continuait de croire à une guerre brève, qu'elle durerait tout de même plus longtemps que prévu, certainement des mois plutôt que des semaines, que l'on eut le sentiment que les pertes étaient énormes, même si on ne les connaissait pas, et que, sur un autre plan, la vie économique un moment pratiquement suspendue reprenait avec une grande vigueur pour fabriquer les matériels de guerre indispensables, que des ouvriers mobilisés étaient renvoyés en grand nombre dans les entreprises, il était impossible pour le mouvement ouvrier de ne pas en subir les contrecoups.

Les premières manifestations d'opposition à la politique des majorités socialistes et syndicales apparurent clairement à l'automne 1914. Le texte le plus retentissant — du moins pour l'histoire du mouvement ouvrier, car surtout avec la censure, il n'eut guère de possibilité d'être connu — fut celui publié par un membre du comité confédéral de la CGT, Pierre Monatte et tout simplement intitulé : « Pourquoi je démissionne du Comité confédéral ? » Il reprochait à la direction de la CGT d'avoir renié ses principes, d'avoir abandonné l'indépendance syndicale en acceptant de collaborer avec le gouvernement et de n'accomplir en rien le devoir de la classe ouvrière de s'entremettre pour faire cesser promptement la guerre au cas où elle aurait éclaté. Diffusé par lettres individuelles auprès de nombreux dirigeants syndicaux, ce manifeste n'obtint qu'assez peu de réponses, mais il montrait qu'à l'intérieur de la direction de la CGT, il y avait maintenant deux tendances, une tendance « défense nationale » avec Jouhaux, une tendance « pacifiste » (encore qu'elle ne disait guère

comment rétablir la paix) avec Merrheim. Cette tendance est prolongée par un groupe réuni autour d'une publication syndicale, *La Vie ouvrière*, dont la grande originalité est d'avoir été animée par Trotski arrivé en France le 20 novembre 1914 après son expulsion d'Autriche. Il va de soi que les échos de l'activité de ce groupe qui comprenait aussi Merrheim restèrent extrêmement limités.

Quelques frémissements se font également sentir dans le parti socialiste dès l'automne 1914, du fait du groupe socialiste d'Oyonnax ou de la publication d'articles d'un ton différent dans *Le Midi socialiste* ou *Le Populaire du Centre*. Mais le mouvement ne prit réellement de l'importance qu'avec la conjonction de l'action d'une importante fédération socialiste, celle de la Haute-Vienne et d'une personnalité, Jean Longuet, député de la Seine et surtout petit-fils de Karl Marx [Candar, 1995]. La Fédération de la Haute-Vienne dans le texte qu'elle établit le 15 mai 1915 ne demandait pas la fin de la guerre à tout prix, mais d'appliquer la résolution du congrès de Stuttgart de « s'entremettre pour la faire cesser promptement », cette intervention ne pouvant se faire que par l'intermédiaire de l'Internationale. Il se constitua alors une tendance à l'intérieur du parti socialiste, appelée la « minorité » dont Jean Longuet [Becker, 1988b] devint la figure de proue. Pour la CAP, les propositions de la Fédération de la Haute-Vienne étaient inacceptables parce qu'il était impossible de réunir l'Internationale dans les conditions du moment et qu'il fallait éviter de terminer la guerre de façon ambiguë : il était nécessaire d'éliminer d'abord le responsable, c'est-à-dire le militarisme prussien, et pour cela il fallait accepter une guerre peut-être longue. Entre la minorité et la majorité, les positions étaient fixées d'entrée et elles ne devaient plus guère changer. D'un côté il fallait accepter cette guerre jusqu'au bout, de l'autre il fallait chercher les voies de la paix. Pendant toute la durée de la guerre, la minorité ne devait cesser de se renforcer au détriment de la majorité, mais ce fut néanmoins seulement lors du conseil national des 28-29 juillet 1918 qu'une motion Longuet l'emportât sur une motion Renaudel par 1 344 voix contre 1 172. Lors du congrès suivant (6-9 octobre 1918), l'ancienne minorité prenait la direction du parti. En fait la guerre était alors à peu près terminée. Le long combat de la minorité socialiste n'avait en apparence rien changé, mais dans la pratique il avait contribué — contrairement à ce qui s'était passé pour le parti radical — à affirmer une identité socialiste dans le cadre de l'Union sacrée.

Toutefois, sauf au niveau du vocabulaire, ce qui avait séparé la minorité de la majorité n'était pas très important. Comme l'a souligné Annie Kriegel [1964, ch. III], plus qu'une victoire de la minorité sur la majorité, c'était dans la pratique le rassemblement de la majorité du parti socialiste au centre rejetant les extrémistes de « droite » et de « gauche », les jusqu'au-boutistes de la guerre et les jusqu'au-boutistes de la paix.

D'autres courants plus radicaux avaient en effet existé parallèlement, dont l'originalité était leur genèse internationale. Du fait de la guerre, les antagonismes nationaux s'étaient immédiatement reproduits sur le plan international. Les socialistes de l'Entente, en particulier les Français, refusaient

catégoriquement de rencontrer les socialistes des puissances centrales. Dans ces conditions Camille Huysmans, le président belge du Bureau socialiste international estimait que l'Internationale ne pouvait rien faire. C'est donc en dehors d'elle et contre l'avis des socialistes français que les premières réunions internationales ont lieu. À l'initiative d'un socialiste suisse Robert Grimm et d'un menchevik russe Yurii Martov, deux réunions eurent lieu dans des villages suisses, à Zimmerwald (5-8 septembre 1915) et à Kienthal (24-30 avril 1916) [Rebérioux, 1974]. À Zimmerwald, les délégués français qui ne représentaient que les groupes pacifistes très peu importants ne furent pas des socialistes, mais les syndicalistes Alphonse Merrheim et Albert Bourderon, secrétaire de la fédération du tonneau (qui d'ailleurs était aussi socialiste) ! Quand à celle de Kienthal, les délégués français y étaient bien socialistes, c'était trois parlementaires, les députés, Jean Raffin-Dugens, Alexandre Blanc et Pierre Brizon, mais ils ne représentaient aucunement le groupe parlementaire socialiste. Par ailleurs ces conférences (organisées clandestinement) ne regroupaient qu'un tout petit nombre de militants, 38 à Zimmerwald, 44 à Kienthal, ce qui ne les empêcha pas d'être très divisées entre pacifistes qui voulaient simplement trouver les chemins de la paix et révolutionnaires. Ce sont les premiers qui l'emportèrent de façon plus nette à Zimmerwald qu'à Kienthal. Le manifeste issu de la conférence de Zimmerwald se contentait d'appeler au rétablissement de la paix entre les peuples, sans annexions. Mais même ces textes relativement modérés qui, malgré tout condamnaient les pratiques de l'Union sacrée, furent violemment rejetés par la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière). Il s'agissait d'après elle d'une « propagande contraire aux intérêts de la défense nationale ». On ne peut évidemment négliger qu'en ce qui concerne la conférence de Kienthal, elle se déroule au moment où les yeux des Français sont fixés sur Verdun. En outre, l'idée de la paix sans annexions supposait le renoncement à l'Alsace-Lorraine qui était redevenue la revendication majeure de l'ensemble de l'opinion française...

L'influence de ces conférences sur l'opinion française globale fut à peu près nulle, ne serait-ce qu'à cause de la censure : personne ou presque n'en entendit parler. En revanche, elles ne furent pas sans exercer un certain effet dans le mouvement ouvrier. En France, le courant zimmerwaldien, animé principalement par des syndicalistes souvent anarchistes, fut à l'origine de deux organisations, le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) qui voit le jour en janvier 1916 et d'où se détache le Comité de défense syndicaliste pendant l'été. Si le premier comprend aussi des socialistes, le second est composé uniquement de syndicalistes. Ces organismes ne s'affichent pas comme défaitistes, mais ils contestent l'Union sacrée considérée comme une simple collaboration de classes et ils peuvent, bien davantage que la tendance Longuet, être qualifiés de pacifistes, et assez largement de révolutionnaires.

Un des objectifs du Comité de défense syndicaliste était de prendre le contrôle de la CGT, mais il y échoua. Première raison, il ne pouvait reprocher à la direction de CGT une appartenance à l'Union sacrée dont il s'était

progressivement détachée : ainsi lors de la conférence confédérale de décembre 1917, il réclamait une conférence internationale ouvrière pour la paix et définissait une politique sans concessions des intérêts ouvriers. Seconde raison, les pacifistes comme Merrheim, qui rejetaient l'hypothèse révolutionnaire ne manifestaient guère de sympathie pour un groupe qui entendait s'inspirer des bolcheviks. Conséquence, lors du congrès de la CGT de juillet 1918, Merrheim rejoignait la majorité confédérale qui l'emportait par 908 voix contre 253 et 46 abstentions [Kriegel, 1964, p. 220-221].

L'autre objectif du Comité de défense syndicaliste avait été de susciter et d'entraîner dans la lutte contre la guerre des mouvements de grève. Jusqu'à la fin de 1916, les grèves avaient été rares en France. Bien que domaine du non-dit, il existait une sorte d'interdit moral de faire grève en temps de guerre. À partir de la fin de 1916 et du début de 1917 toutefois, l'atmosphère changea : alors que sévissait la « vie chère », l'augmentation de plus en plus rapide des prix, les ouvriers ne pouvaient ignorer que les patrons d'usines anciennes et souvent récentes qui tournaient à plein régime faisaient de gros bénéfices. Il n'était donc plus illégitime pour eux de revendiquer des augmentations de salaires. Un premier mouvement de grèves eut lieu au début de l'année 1917 dont le signal fut donné par les ouvrières qui ne travaillaient pas pour la guerre, les ouvrières de la haute couture [Becker, 1988c], mais un deuxième mouvement eut lieu au printemps, surtout animée par les ouvrières et qui gagna de nombreux établissements travaillant pour la défense nationale. Traduction également de la grave crise multiforme que traversait la France en ce printemps 1917, ces mouvements de grève étaient néanmoins très majoritairement revendicatifs et assez rarement politiques. Des augmentations de salaires importantes et la création de délégués d'ateliers dans les usines mirent fin à ces mouvements.

Le mouvement social prit en 1918 une allure différente : de grandes grèves se déroulèrent au printemps dans la région parisienne, dans la région de la Loire, le principal centre de fabrication d'armement, mais aussi dans le Gard, dans l'Isère, à Lyon... Ils étaient clairement politiques et les mots d'ordre furent souvent « la grève jusqu'à la paix ». Ils n'étaient pas spontanés comme ceux de l'année précédente, mais organisés par le Comité de défense syndicaliste qui chercha, sans y réussir vraiment, à les coordonner... Les deux principaux mouvements, ceux de la région parisienne et ceux de la Loire, entraînaient assez largement les ouvriers qui travaillaient pour la défense nationale, mais ils furent loin de toucher l'ensemble du monde ouvrier. Leur échec fut néanmoins principalement dû au fossé entre les dirigeants de ces grèves et les masses ouvrières : les premiers étaient souvent, qu'ils le disent ou non, défaitistes, ce qui n'était pas le cas des secondes. Au total cependant la France avait tout de même connu une ébauche de mouvement révolutionnaire, il était arrivé qu'il soit fait référence aux soviets.

Les révolutions russes avaient-elles eu une influence sur les gauches ouvrières françaises ? Ces dernières, dans leur masse, ne semblent pas avoir réagi de façon très différente du reste de l'opinion française. La révolution de février d'abord

fut bien accueillie parce qu'elle semblait faire de la Russie un pays démocratique où les influences germaniques seraient battues en brèche, ce qui signifiait une participation plus active à la guerre. En réalité, les ministres socialistes français et anglais envoyés immédiatement en Russie, ainsi que des délégués du parti socialiste comme Marcel Cachin ne furent pas très bien reçus. Les socialistes russes n'étaient pas sur la ligne de l'Union sacrée. Même s'ils n'étaient pas partisans d'une paix séparée, ils entendaient montrer plus de détermination à chercher les voies de la paix. Les socialistes russes du soviet de Petrograd étaient de tendance zimmerwaldienne et ils se joignirent à une série d'initiatives de socialistes américains, scandinaves et néerlandais, etc. pour proposer une réunion socialiste internationale qui aurait lieu à Stockholm. Après bien des tergiversations, les socialistes français avaient décidé à l'unanimité de s'y rendre, ce qui dissimulait de nombreuses divergences entre ceux qui espéraient que de cette réunion pourrait sortir la paix et ceux qui n'y voyaient qu'une manœuvre allemande. Pour les principaux dirigeants socialistes français, Pierre Renaudel, Jules Guesde, cela devait être surtout l'occasion de montrer la mauvaise foi des socialistes allemands. Prévue pour le mois de septembre 1917, la conférence n'eut finalement pas lieu, tout simplement parce que les gouvernements des pays alliés refusèrent leurs passeports aux socialistes de leurs pays respectifs et qu'il n'y eut pas la moindre tentative des délégués de passer outre. En fait, si la conférence avait suscité des espoirs certains chez beaucoup de socialistes, cela n'avait pas été relayé par un mouvement important dans le pays. L'opinion, malgré ses hauts et ses bas, surtout ses bas en 1917, restait attachée à une paix victorieuse et croyait peu à un compromis possible.

Restait l'hypothèse révolutionnaire à l'instar des bolcheviks victorieux en Russie quelques semaines plus tard. Mais il n'y eut guère de manifestations de sympathie pour une Russie qui laissait ses alliés seuls dans la guerre. Certes, comme on l'a dit, pendant les grèves de 1918, on entendit de temps à autre des saluts à la révolution bolchevique, des souhaits d'une victoire des soviets en France. Certes le journal du député kienthalien Brizon, *La Vague*, connaît à ce moment le succès et il dénonce l'antibolchevisme. Mais cela ne pesa pas d'un très grand poids par rapport à l'ensemble de l'opinion publique...

Avant la guerre, celui qui allait devenir un ministre d'Union sacrée, Marcel Sembat, avait publié un livre qui connut un certain succès : *Faites un roi, sinon faites la paix*. C'était l'affirmation que la République n'avait pas pour vocation de faire la guerre, et la République, c'était d'abord la gauche. Marcel Sembat avait vu juste. Engagée alors que la gauche était au pouvoir, la guerre avait été marquée jour après jour par la « dérive droite » de l'Union sacrée [Becker, 1988a]. Alors que la France de 1914 baignait assez largement dans les valeurs de la gauche, c'était maintenant les valeurs de la droite qui l'emportaient. D'ailleurs progressivement la gauche avait été rejetée dans l'opposition ou la domesticité alors que le gouvernement Clemenceau était solidement soutenu par la droite, même si beaucoup d'hommes de droite continuaient à détester son chef... La gauche au surplus avait en quelque sorte éclaté. Tandis que le

parti radical avait perdu son âme dans la guerre, socialistes et syndicalistes avaient su se dégager de l'Union sacrée et affirmer leur identité. Certes ils étaient extrêmement divisés, mais il n'est pas sans importance de constater que malgré les terribles tensions qu'ils avaient connues, ni le parti socialiste ni la CGT, n'avaient éclaté. Un très large fossé s'était ainsi institué entre les socialistes d'un côté et les radicaux de l'autre. La gauche en quelque sorte sortait en miettes de la guerre et le triomphe, pour la première fois depuis quarante ans, d'une majorité de droite avec le Bloc national, même si elle était, elle-même, plus complexe que l'on ne l'a dit — certains radicaux en ont fait partie — était dans la logique des choses. La guerre avait au moins pour le moment fait passer la majorité des Français de la gauche à la droite.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

BECKER Jean-Jacques (1977), *1914, Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

— (1980), *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, Paris.

— (1988a), *La France en guerre 1914-1918 : la grande mutation*, Complexe, Bruxelles.

— (1988b), « Jean Longuet et l'Union sacrée », in Gilles CANDAR (dir.), *Jean Longuet, la conscience et l'action, Revue politique et parlementaire*-Presses universitaires de France, Paris.

— (1988c), « Le souvenir de la Révolution pendant la guerre de 1914 », in Jean EHRARD et Christian CROISILLE (dir.), *La Légende de la Révolution*, Publications de la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand, Clermont-Ferrand.

— (1994), « Jouhaux, le 4 août devant la tombe de Jaurès », « Les mininettes en grève à Paris », in *14-18, la très grande guerre*, Centre de recherche de l'Historial de Péronne-Le Monde-Éditions, Paris.

— (1997), *1917 en Europe, l'année impossible*, Complexe, Bruxelles.

BECKER Jean-Jacques et AUDOIN-ROUZEAU Stéphane (1995), *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, Sedes, Paris.

BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge (1990), *Victoire et frustrations (1914-1929)*, Seuil, Paris.

BERSTEIN Serge (1980), *Histoire du parti radical*, t. I, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

— (1985), *Édouard Herriot ou la République en personne*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

BLOCH Marc (1946), *L'Étrange défaite*, Éditions Franc-Tireur, rééd. Gallimard, coll. « Folio », Paris, 1990.

CANDAR Gilles (1995), *Jean Longuet (1876-1938), SFIO et IF Internationale*, université de Paris-VIII, Saint-Denis.

HAUPT Georges (1965), *Le Congrès manqué*, François Maspero, Paris.

HORNE John (1983), « Le comité d'action CGT et PS », *Le Mouvement social*, n° 122, Paris.

KRIEGEL Annie (1964), *Aux origines du communisme français (1914-1920), contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Mouton, 2 vol., Paris-La Haye.

KRIEGEL Annie et BECKER Jean-Jacques (1964), *1914, la guerre et le mouvement ouvrier français*, Armand Colin, Paris.

REBÉRIOUX Madeleine (1974), « Le socialisme et la première guerre mondiale », in Jacques DROZ, *Histoire générale du socialisme*, t. 2, Presses universitaires de France, Paris.

STENGERS Jean (1965), « Le dernier discours de Jaurès » in Actes du colloque *Jaurès et la nation*, Publications de la Faculté des lettres de Toulouse, Toulouse.